

Samir AMIN

## **ESCLAVAGE, MARCHE, CAPITALISME : le lien oublié**

### ***LE CAPITALISME, COMME TOUTES LES FORMATIONS SOCIALES MERCANTILES, N'EST PAS ANTINOMIQUE DE L'ESCLAVAGE, BIEN AU CONTRAIRE, IL L'INTEGRE FREQUEMMENT DANS LA CONSTELLATION DES MODALITES DE L'EXTRACTION D'UN SURTRAVAIL QU'IL CONTROLE***

1. L'esclavage ne constitue pas une étape de l'histoire générale, plus ou moins « nécessaire », ou même fréquente. Cette thèse supposerait qu'il y ait un rapport déterminé, relativement fort, entre la forme d'exploitation du travail qu'il représente et un stade donné du développement des forces productives. On connaît la thèse – rapide – de Marx sur le sujet : « le moulin à bras produit de l'esclavage, le moulin à eau le servage, la machine le salariat ».

En fait, l'esclavage comme forme dominante des rapports sociaux ne se rencontre, dans les temps qui ont précédé l'époque moderne (le capitalisme), qu'assez rarement. Cependant, précisément parce qu'on le trouve dans cette qualité dans la Grèce antique et Rome, la déformation eurocentrique qui domine la pensée sociale moderne a encouragé cette vision dans laquelle l'esclavage constituait bien une étape, dépassée par féodalisme (servage), puis le capitalisme (salariat).

2. L'esclavage par contre se trouve très fréquemment dans des sociétés diverses (par le niveau de leur développement productif) présentant un dénominateur commun : l'importance des rapports marchands.

C'était bien le cas de la Grèce antique et de certaines régions de l'Empire romain. Cette association esclavage/densité des rapports marchands a malheureusement échappé aux analyses eurocentriques. On retrouve d'ailleurs cette même association dans d'autres circonstances. Par exemple en Afrique subsaharienne l'esclavage paraît être beaucoup plus fréquent lorsque la société est fortement marquée par la mercantilisation.

En contrepoint dans les sociétés peu mercantilisées, l'esclavage perd son importance, disparaît de l'aire de la production principale pour être relégué, quand il subsiste (ou existe) à des domaines non directement liés à la production (esclavage domestique, esclavage dans les armées...). On trouve même des exemples où l'esclavage devient un rapport social interne à la classe dominante (mamluks de l'orient islamique), soumettant par cette forme la classe-Etat bureaucratique au potentat suprême.

Cette hypothèse rend peut être compte mieux que celle formulée dans la section précédente (l'esclavage-étape) de l'absence d'esclavage dans le parcours historique des peuples de l'Antiquité égyptienne, de la Chine etc.

Elle explique peut être également mieux que l'association « esclavage-moulins à bras » la dégradation de l'esclavage dans le Moyen Age occidental (parallèle au recul des rapports marchands) et sa substitution par le servage.

Néanmoins, toujours en complément de la vision eurocentrique commandée par la généralisation de la succession esclave, servage, capitalisme dans l'espace (artificiellement

construit) de « l'Europe » (liant de cette manière artificiellement la Grèce et Rome au continent au nord des Alpes), l'absence d'esclavage dans d'autres régions du monde a été « expliquée » par la théorie du mode de production dit asiatique. Par un jeu de mots puisque on a conservé ainsi le concept d'esclavage-étape, en parlant, à propos de ces sociétés « asiatiques », « d'esclavage généralisé ». En opposant ainsi le concept de propriété privée (et donc d'esclavage « privé ») à celui de son absence (et donc d'esclavage « généralisé »), ne projette-t-on pas sur le passé un concept moderne clé, celui de la propriété privée (capitaliste) ?

**3.** L'intensification des rapports marchands qui accompagne la naissance du capitalisme est marquée par une extension massive de l'esclavage.

Le mercantilisme atlantique est ainsi largement fondé sur la généralisation de l'esclavage dans les périphéries qu'il se constitue (les Amériques). Cet esclavage est à l'origine, après l'extermination des Indiens, de la traite négrière. Or ce rapport esclavagiste a été décisif dans la constitution du capital mercantile dominant (du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle), prélude nécessaire à la révolution industrielle. Il se prolonge même largement, au delà de cette dernière révolution, aux Etats Unis, au Brésil... jusqu'à la fin presque du XIX<sup>e</sup> siècle.

Certes l'extension de l'esclavage se fait à la périphérie du système. Qu'il s'agisse des périphéries atlantiques de l'Amérique, ou de la nouvelle périphérie d'Europe orientale. Le « second servage » (forme atténuée de l'esclavage) qui réapparaît ici à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle (et lui aussi se prolonge jusque tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle) est tout également étroitement associé à la mercantilisation des économies agraires de l'Europe orientale. Par contre, non seulement l'esclavage n'existe pas dans l'Europe moderne, centre du nouveau système, mais le servage lui même recule avec la mercantilisation croissante et l'expansion capitaliste. C'est cette concomitance qui a encouragé la thèse de l'antinomie capitaliste-esclavage. Mais n'y a-t-il pas une autre explication de ce phénomène ? Je suggère ici que la bourgeoisie, en lutte pour s'affirmer contre les classes féodales de l'Ancien Régime, a besoin, pour triompher, du soutien des luttes paysannes. Et ce sont celles-ci qui font reculer le servage.

**4.** Il n'est pas souhaitable d'étendre le sens des mots au-delà de certaines limites. Il est utile – nécessaire même – de distinguer l'esclavage comme mode de production (fut-il intégré dans une formation sociale capitaliste), des « statuts inégaux » entre les individus, qui marquent toutes les sociétés prémodernes. L'idée d'égalité du statut est en effet un produit de l'idéologie bourgeoise, non pas seulement parce que cette égalité « libère le prolétaire » (et l'oblige à vendre sa force de travail), mais aussi parce que la bourgeoisie avait besoin de cette idée nouvelle pour combattre les privilèges de la féodalité. Encore faut-il préciser que l'inégalité dans les statuts des femmes persiste jusqu'à nos jours.

Les « statuts » inégaux » dans les sociétés précapitalistes ont rempli des fonctions diverses, non réductibles à celles associées à l'exploitation du travail. Dans les sociétés lignagères, passage des modes communautaires les plus archaïques à la constitution de la forme générale que j'appelle « tributaire », ces inégalités sont essentielles pour l'organisation du pouvoir social (qui n'est pas encore un pouvoir d'Etat), non pour l'exploitation du travail. C'est aussi la raison pour laquelle l'inégalité des statuts est générale dans toutes les formes « tributaires » (étatiques), en rapport étroit avec l'organisation du pouvoir.

Par contre le capitalisme, dans son développement, s'il encourage d'une part la réduction (voire l'abolition) des inégalités de statuts associées à l'organisation du pouvoir, génère

d'autre part constamment de nouvelles inégalités de statuts, qu'il associe alors directement à l'exploitation du travail. Les plus marquées de ces inégalités de statuts se trouvent dans les périphéries. L'apartheid en est un exemple. Bien entendu l'apartheid, si odieux soit-il, n'est pas l'esclavage, pas plus que le « travail forcé » dans les colonies. Le discours développé par les sociologues « libéraux » qui prétendaient que l'apartheid était antinomique du capitalisme, ne m'a jamais paru convaincant. J'ai montré au contraire qu'il remplissait des fonctions « utiles » au capital dominant, indispensables même dans le cas de l'Afrique du Sud, et que sa remise en question n'est pas le produit « naturel » de la logique capitaliste, mais au contraire celui des luttes menées contre cette logique.

**5.** L'idéologie à la mode aujourd'hui prétend établir une relation bi-univoque entre le marché et la démocratie (laquelle implique, je suppose, l'abolition des inégalités de statuts, dont la plus violente, l'esclavage). Pas de marché sans démocratie, pas de démocratie sans marché.

L'histoire montrerait plutôt le contraire. Par la durée et l'importance des populations concernées, l'extension du marché a plutôt été associée à celle des inégalités de statuts, dont l'esclavage. Même aujourd'hui, l'expansion brutale du marché s'accompagne de la re-création d'inégalités de statuts à peine pensables il y a quelques années, concernant notamment les immigrés.

L'inégalité des statuts recule parfois, certes, et l'abolition de l'esclavage en est un bel exemple. Mais ces avancées ne sont pas le produit « naturel », encore moins spontané, de la mise en œuvre de la logique du système (du marché, du capitalisme), mais au contraire le résultat des luttes contre cette logique, même si, d'évidence, le « système » s'adapte à ce progrès.